

« Une commune, un emploi »
Carantec (29)

Primé :

Jeanne Riou - Maire Adjoint de Carantec - Membre du Comité Directeur Domicile Action

Idée

140 communes autour de Brest et de Morlaix, ont décidé de jouer les « mousquetaires » du Finistère en favorisant la création d'emplois dans les services à domicile et de proximité.

Objectif

Contribuer à faire évoluer les mentalités et renforcer les solidarités en incitant les citoyens à confier certaines de leurs tâches de la vie quotidienne à un tiers.

Créer, ainsi, au niveau local, des emplois durables et reconnus, par l'instauration d'un partenariat entre les 140 communes intéressées et trois associations d'aide à la personne, elles - mêmes regroupées au sein de Domicile Action.

Démarche

La ville de Carantec, 2600 habitants, avait mené, dès 1993, une expérience pilote qui a débouché sur la création de 5 emplois de proximité. A partir de Janvier 1997, et pendant 6 mois, Domicile Action a présenté le dispositif « emplois familiaux » à chacune des 140 municipalités pour adapter le modèle de Carantec.

Un groupe de pilotage est mis en place, appuyé par la Communauté urbaine de Brest, le Conseil Régional, le Conseil Général, la Préfecture, la Direction de l'Emploi, de l'Action sanitaire, la Fondation Générale des Eaux, la S.M.E Finistère Nord, des établissements bancaires, des missions locales et des organismes de formation.

Contenu

Domicile Action, engagée depuis 1992 dans une réflexion sur le développement des emplois d'aide à la personne, apporte son professionnalisme sur ce secteur : aide à domicile aux familles, aux personnes âgées, services divers, soutien scolaire,...L'association organise l'information aux familles et recense les demandes de services. Les municipalités orientent les demandeurs d'emploi vers Domicile Action qui recrute, forme et encadre ces personnels, pour que ces « petits boulots » deviennent de « véritables services ».

Moyens

Personnel qualifié (information et encadrement) et communication : 350 kF.

Prise en charge par le conseil régional et l'Etat à hauteur de 150 kF, le Conseil général 30kF, la Fondation Générale des Eaux et les banques 120 kF et l'autofinancement 50 kF.

Bilan

Attendus : une commune, un emploi...140 communes, 140 emplois en effectif temps plein.

Commentaire du Jury

En deux ans, Carantec, commune test, a créé l'équivalent de 5 emplois à plein temps.